L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

C. F. WEISSE & Co. — Rue de Chartres No 73, Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 3 AOUT 1860.

C. F. WEISSE — N. DUFOUR — R. DUVERGES — S. HARRY — } Rédacteurs-Propriétaires.

Nouvelle-Orléans, VENDREDI MATIN, 3 AOUT.

☞ Pour la feuilleton, voir la seconde page.

Abonné à la Semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des souscriptions "à la semaine" à raison de 25 CENTS pour les cent numéros. On paiera aux porteurs.

Vente à l'étalage, 5 cts. par feuille.

Par G. Lécuyer, Roche & Co, le 10 heures, à leur magasin d'ancre, No. 84, rue de Chartres — Inspection avant.

Par D. E. Murphy, le 9 heures, sur la Levée, en face de la rue Lafayette — Mule.

Les Eléments hostiles.

L'aversion qu'inspire la cause des politiques brouillons qui viennent périodiquement propager au Sud de sa séparer de l'Union est si profonde dans notre entendement que les organes du parti républicain ont essayé d'exciter de la tête de notre population la réprobation qui n'attache aux ennemis de l'Union. Assurément MM. Breckinridge et Lane ne sont pas dignes de notre pour leurs sentiments actuels, mais témoignons ils ne sont que les candidats du parti qui veut la séparation, et en connaissant les organes sécessionnaires des divers Etats du Sud, il est facile de voir parvenir le bout de l'oreille.

En annonçant à l'avance ce que le Sud fera dans le cas où Lincoln serait élu, MM. Keitt et Yancey laissent entrevoir la conviction où ils sont que cet événement est inévitable. Pour eux la candidature de MM. Breckinridge et Lane n'est qu'une manœuvre de circonstance. Elle ne peut avoir d'autre résultat que de favoriser au Nord l'élection de Lincoln au préjudice de celle de Douglas. Avec un peu plus de franchise, MM. Rhett, Davis, Keitt et Yancey diraient : " Nous voulons la dénonciation quand même."

M. Keitt va, comme on l'a vu, jusqu'à proposer que la Caroline du Sud ne dépose seule qu'il le fault, du reste des Etats et se déclare indépendante. Cette hardiesse n'est pas nouvelle et l'histoire nous en fournit plus d'un exemple. Seulement l'ancien parti démissionaire a réussi à rallier autour de lui un certain nombre de démocrates du Sud qui jusque là n'avaient montré aucune sympathie pour de pareilles projets. Ce sont ces démocrates d'hier que M. Keitt appelle à la rescousse. S'ils sont sincères dans cette déclaration, alors ils sont dupes de leurs associés.

Les projets de dénonciation sont en effet patents et avoués et nous allons en rappeler les chances et en exposer les conséquences.

MM. Keitt et Yancey annoncent que si Lincoln est élu, les états cotonniers devront se mettre en révolution. A qui la faute d'abord, si M. Lincoln est élu ? Si il est évident que si tous les démocrates s'étaient réunis sur le candidat de la majorité, Stephen A. Douglas, il n'y aurait eu de lutte qu'entre deux concurrents et que Douglas l'eût emporté sur Lincoln par une immense majorité. On a repoussé le sénateur de l'Illinois parce qu'il a persisté dans la doctrine démocratique de non intervention.

Or quel avantage le Sud pouvait-il, en pratique, retirer de l'adoption de la nouvelle théorie de protection ? Même en admettant que le Congrès eût voté des lois protectrices, y a-t-il un homme de bon sens qui croie qu'on puisse établir militairement l'esclavage dans un territoire malgré le vœu de la majorité des habitants sous le répétèrons à satiété quand nous voyons plusieurs des Etats frontières marcher vers l'émancipation par la force même des choses, est-il possible d'espérer qu'on formera facilement de nouveaux Etats à esclaves.

Il est un fait qui domine la situation. Les Etats libres ont 16 millions de blancs, tandis que le Sud n'en ont que six millions, c'est-à-dire un quart de nombre total. Si les territoires se peuplent d'émigrants dans la même proportion, il y aura donc 3 colons qui rejetteront l'esclavage contre un qui l'adoptera.* Toutes les lois du Congrès, toutes les théories ne changeront rien à ces chiffres.

Maintenant, y a-t-il danger pour nos institutions dans cette minorité des habitants du Sud, et devons-nous sortir de la Confédération pour éviter le péril ? Nous ne voyons pas la nécessité de recourir à cette mesure extrême, aussi longtemps que la majorité des électeurs du Nord se refusera à respecter la Constitution et les droits des Etats.

En remportant avec les démocrates du Nord, qui ont les 1,200,000 voix assurément une majorité, les démocrates sécessionnistes du Sud ont quitté la proie pour l'ombre. Parce qu'ils n'ont pas à leurs nouvelles exigences sur une question abstraite, ils ne sont pas volontairement dans le cas de proposer la dénonciation comme seul moyen d'échapper à la domination des républicains noirs.

Reste à savoir ce que gagnerait le Sud en cas de dénonciation ! Notre conviction bien profonde est qu'une scission ne pourrait s'opérer sans qu'il en résultât une guerre civile, et une insurrection servile, et les insensés qui auraient attiré toutes ces calamités sur leur pays mériteraient les malédictions universelles. Mais laissant de côté ces deux aspects de la question qui pourraient ne concerner que des malheurs passagers, examinons quelle serait la position de la Confédération du Sud.

Un télégramme apportait hier que des agents avaient été envoyés par les démissionistes en Angleterre et en France pour sonder ces deux puissances sur leurs dispositions. Que ce bruit soit vrai ou faux, il indique de suite la première nécessité où se trouverait le Sud—d'avoir recours à l'étranger !

Sans marine, sans chantiers, sans ateliers la nouvelle confédération serait obligée de s'adresser à l'Angleterre et on sait ce que c'est que la protection de cette puissance. Quelle honte pour les descendants des héros de l'Indépendance d'implorer l'aide de la Grande Bretagne !

Que deviendrait dans ce conflit la navigation du Mississipi et de l'Ohio ! Le Sud a très peu de bateaux à vapeur et de navires. Son commerce intérieur serait arrêté et pour son commerce extérieur il dépendrait encore de l'étranger.

S'il est vrai que les produits de son sol constituent de riches revenus annuels, il ne faut pas oublier qu'un point de vue financier il est encore tributaire des banques et des capitalistes du Nord, et une rupture des relations établies produirait une crise dont commerçants et habitants seraient bien longtemps à se relever.

Mais, répondra-t-on, l'Angleterre ayant besoin de nos cotons viendra forcément des avances et ainsi toujours le recours à l'Angleterre. Alors pourquoi ne pas vendre de suite le pays à cette nation ?

Si au point de vue économique et financier le Sud a tant à perdre, gagnerait-il au moins une certaine sécurité pour son institution domestique ? A moins de faire garder les frontières par une armée de 300,000 hommes nous ne voyons pas comment on empêcherait les abolitionnistes de débaucher les esclaves des Etats limitrophes. Les enlèvements se feraient même sur les côtes ; et il est probable que le Missouri, le Kentucky, le Maryland et le Delaware chercheraient à se débarrasser le plus tôt possible de leurs esclaves pour devenir des Etats libres.

La confédération méridionale s'amoindrirait ainsi chaque jour et si elle ne devenait pas la conquête des Etats du Nord elle serait bien vite la proie d'une puissance européenne. Si un pareil sort sourit aux aristocraties de la Caroline du Sud, il sera loin de plaire aux Virginiens, aux Kentuckiens, et surtout aux Louisianais.

Nous n'avons rien exagéré dans nos conséquences d'une scission. Certes si le Nord voulait attaquer directement la souveraineté des Etats du Sud, nous serions les premiers à conseiller la résistance. Le salut et l'honneur en seraient une loi, même au prix des sacrifices les plus grands. Mais exagérer une paix si précieuse, faire reculer des frontières de rang, être les premiers à provoquer, une guerre d'extermination, parce que deux ou trois politiciens ont conçu le projet insensé, ce serait de la folie et nous avons trop de foi dans le patriotisme et le bon sens de nos concitoyens pour les croire capables de céder à d'aussi impudentes excitations.

LES INCENDIAIRES AU TEXAS — Les journaux du Texas nous apportent des nouvelles désastreuses relativement aux incendies qui ont désolé dernièrement certaines contrées. A la suite des grands feux qui ont détruit Dallas presqu'entièrement et de l'incendie de la ferme de M. Crill Miller, les nègres de ce dernier et plusieurs autres ont été interrogés séparément par un comité de vigilance et ont avoué qu'il existait un vaste complot. Les esprits devaient brûler les villages et les fermes et détruire les provisions jusqu'au 1er août, jour de l'émeute. Alors ils devaient se lever en masse, massacrer les blancs, hommes et enfants, et ne garder que les jeunes femmes.

D'autres nègres arrêtés à la suite d'incendies dans les comtés de Denton et de Navarro, qui fait des aveux semblables. Il en a été de même dans les comtés de Lancaster, Dallas, Hunt et Waxahatchie. *La Réunion Républicaine* publie des horribles projets qu'aurait conçus un vieillard de cent ans, qui a été fouetté il y a quelques mois à Dallas, pour des meurtres par empoisonnement. Ce journal ne croit pas que la fantaisie ait pu seule engendrer de si détestables pensées.

REVENUS DE L'ETAT DE OHIO. — Les droits d'import sont si disproportionnés ont donné le résultat suivant :

Mai 1859	$1,315,889 00	42
Mai 1860	1,121,513 29	36
Diminution en 1860	$193,556 71	06

Les taxes et impôts à l'intérieur ont donné un excédent.

Mai 1859	$370,057 02	
Mai 1860	615,600 25	24
Excédent en 1860	$245,543 23	24

Le revenu total en mai 1860 a donné dû de $1,736,763 [illegible] en mai 1859.

Changement de propriétaire.—On vient, nous apprend-on, de vendre à M. Louis Lagoy le [illegible]

Dépêches télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

NOUVELLES D'EUROPE

Par le steamship Asia.

REVELATIONS DIPLOMATIQUES.

PLANS SECRETS DE LA FRANCE ET LA PRUSSE.

Plan pour diviser l'Italie.

New-York, 2 août.—Le steamship Asia, de la ligne Cunard, capitaine E. Lott, est arrivé au quai de Jersey City aujourd'hui, venant de Liverpool via Queenstown. Il est parti le 21 de Queenstown et le 26 de son départ.

Nos nouvelles commerciales ont été démontées par celles du *France Atlant*, mais il nous apporte des nouvelles politiques importantes :

Le correspondant du *New York Tribune* écrit de Palerme à ce journal, que l'on a fait des révélations importantes au sujet des affaires d'Italie. Il a été que Garibaldi le dictateur de la Sicile a découvert l'existence d'un traité secret entre la France et la Prusse qui pourvoirait à l'annexion de la Sicile à cette dernière puissance, mais en garantissait les Etats Romains. Il accorde de plus Venise au Piémont, et en dernier point n'en est pas moins entier, et la France projette de démembrer les îles de la Méditerranée, ni même par leurs sentiments actuels, mais témoignerait ils ne sont que les candidats du parti qui veut la séparation, et en connaissant les organes sécessionnaires des divers Etats du Sud, il est facile de voir parvenir le bout de l'oreille.

En annonçant à l'avance ce que le Sud fera dans le cas où Lincoln serait élu, MM. Keitt et Yancey laissent entrevoir la conviction où ils sont que cet événement est inévitable. Pour eux la candidature de MM. Breckinridge et Lane n'est qu'une manœuvre de circonstance. Elle ne peut avoir d'autre résultat que de favoriser au Nord l'élection de Lincoln au préjudice de celle de Douglas. Avec un peu plus de franchise, MM. Rhett, Davis, Keitt et Yancey diraient : " Nous voulons la dénonciation quand même."

M. Keitt va, comme on l'a vu, jusqu'à proposer que la Caroline du Sud ne dépose seule qu'il le fault, du reste des Etats et se déclare indépendante. Cette hardiesse n'est pas nouvelle et l'histoire nous en fournit plus d'un exemple. Seulement l'ancien parti démissionaire a réussi à rallier autour de lui un certain nombre de démocrates du Sud qui jusque là n'avaient montré aucune sympathie pour de pareilles projets. Ce sont ces démocrates d'hier que M. Keitt appelle à la rescousse. S'ils sont sincères dans cette déclaration, alors ils sont dupes de leurs associés.

Les projets de dénonciation sont en effet patents et avoués et nous allons en rappeler les chances et en exposer les conséquences.

MM. Keitt et Yancey annoncent que si Lincoln est élu, les états cotonniers devront se mettre en révolution. A qui la faute d'abord, si M. Lincoln est élu ? Si il est évident que si tous les démocrates s'étaient réunis sur le candidat de la majorité, Stephen A. Douglas, il n'y aurait eu de lutte qu'entre deux concurrents et que Douglas l'eût emporté sur Lincoln par une immense majorité. On a repoussé le sénateur de l'Illinois parce qu'il a persisté dans la doctrine démocratique de non intervention.

Or quel avantage le Sud pouvait-il, en pratique, retirer de l'adoption de la nouvelle théorie de protection ? Même en admettant que le Congrès eût voté des lois protectrices, y a-t-il un homme de bon sens qui croie qu'on puisse établir militairement l'esclavage dans un territoire malgré le vœu de la majorité des habitants sous le répétèrons à satiété quand nous voyons plusieurs des Etats frontières marcher vers l'émancipation par la force même des choses, est-il possible d'espérer qu'on formera facilement de nouveaux Etats à esclaves.

Il est un fait qui domine la situation. Les Etats libres ont 16 millions de blancs, tandis que le Sud n'en ont que six millions, c'est-à-dire un quart de nombre total. Si les territoires se peuplent d'émigrants dans la même proportion, il y aura donc 3 colons qui rejetteront l'esclavage contre un qui l'adoptera.* Toutes les lois du Congrès, toutes les théories ne changeront rien à ces chiffres.

Maintenant, y a-t-il danger pour nos institutions dans cette minorité des habitants du Sud, et devons-nous sortir de la Confédération pour éviter le péril ? Nous ne voyons pas la nécessité de recourir à cette mesure extrême, aussi longtemps que la majorité des électeurs du Nord se refusera à respecter la Constitution et les droits des Etats.

En remportant avec les démocrates du Nord, qui ont les 1,200,000 voix assurément une majorité, les démocrates sécessionnistes du Sud ont quitté la proie pour l'ombre. Parce qu'ils n'ont pas à leurs nouvelles exigences sur une question abstraite, ils ne sont pas volontairement dans le cas de proposer la dénonciation comme seul moyen d'échapper à la domination des républicains noirs.

Reste à savoir ce que gagnerait le Sud en cas de dénonciation ! Notre conviction bien profonde est qu'une scission ne pourrait s'opérer sans qu'il en résultât une guerre civile, et une insurrection servile, et les insensés qui auraient attiré toutes ces calamités sur leur pays mériteraient les malédictions universelles. Mais laissant de côté ces deux aspects de la question qui pourraient ne concerner que des malheurs passagers, examinons quelle serait la position de la Confédération du Sud.

Un télégramme apportait hier que des agents avaient été envoyés par les démissionistes en Angleterre et en France pour sonder ces deux puissances sur leurs dispositions. Que ce bruit soit vrai ou faux, il indique de suite la première nécessité où se trouverait le Sud—d'avoir recours à l'étranger !

Sans marine, sans chantiers, sans ateliers la nouvelle confédération serait obligée de s'adresser à l'Angleterre et on sait ce que c'est que la protection de cette puissance. Quelle honte pour les descendants des héros de l'Indépendance d'implorer l'aide de la Grande Bretagne !

Que deviendrait dans ce conflit la navigation du Mississipi et de l'Ohio ! Le Sud a très peu de bateaux à vapeur et de navires. Son commerce intérieur serait arrêté et pour son commerce extérieur il dépendrait encore de l'étranger.

S'il est vrai que les produits de son sol constituent de riches revenus annuels, il ne faut pas oublier qu'un point de vue financier il est encore tributaire des banques et des capitalistes du Nord, et une rupture des relations établies produirait une crise dont commerçants et habitants seraient bien longtemps à se relever.

Mais, répondra-t-on, l'Angleterre ayant besoin de nos cotons viendra forcément des avances et ainsi toujours le recours à l'Angleterre. Alors pourquoi ne pas vendre de suite le pays à cette nation ?

Si au point de vue économique et financier le Sud a tant à perdre, gagnerait-il au moins une certaine sécurité pour son institution domestique ? A moins de faire garder les frontières par une armée de 300,000 hommes nous ne voyons pas comment on empêcherait les abolitionnistes de débaucher les esclaves des Etats limitrophes. Les enlèvements se feraient même sur les côtes ; et il est probable que le Missouri, le Kentucky, le Maryland et le Delaware chercheraient à se débarrasser le plus tôt possible de leurs esclaves pour devenir des Etats libres.

La confédération méridionale s'amoindrirait ainsi chaque jour et si elle ne devenait pas la conquête des Etats du Nord elle serait bien vite la proie d'une puissance européenne. Si un pareil sort sourit aux aristocraties de la Caroline du Sud, il sera loin de plaire aux Virginiens, aux Kentuckiens, et surtout aux Louisianais.

Nous n'avons rien exagéré dans nos conséquences d'une scission. Certes si le Nord voulait attaquer directement la souveraineté des Etats du Sud, nous serions les premiers à conseiller la résistance. Le salut et l'honneur en seraient une loi, même au prix des sacrifices les plus grands. Mais exagérer une paix si précieuse, faire reculer des frontières de rang, être les premiers à provoquer, une guerre d'extermination, parce que deux ou trois politiciens ont conçu le projet insensé, ce serait de la folie et nous avons trop de foi dans le patriotisme et le bon sens de nos concitoyens pour les croire capables de céder à d'aussi impudentes excitations.

LES INCENDIAIRES AU TEXAS — Les journaux du Texas nous apportent des nouvelles désastreuses relativement aux incendies qui ont désolé dernièrement certaines contrées. A la suite des grands feux qui ont détruit Dallas presqu'entièrement et de l'incendie de la ferme de M. Crill Miller, les nègres de ce dernier et plusieurs autres ont été interrogés séparément par un comité de vigilance et ont avoué qu'il existait un vaste complot. Les esprits devaient brûler les villages et les fermes et détruire les provisions jusqu'au 1er août, jour de l'émeute. Alors ils devaient se lever en masse, massacrer les blancs, hommes et enfants, et ne garder que les jeunes femmes.

D'autres nègres arrêtés à la suite d'incendies dans les comtés de Denton et de Navarro, qui fait des aveux semblables. Il en a été de même dans les comtés de Lancaster, Dallas, Hunt et Waxahatchie. *La Réunion Républicaine* publie des horribles projets qu'aurait conçus un vieillard de cent ans, qui a été fouetté il y a quelques mois à Dallas, pour des meurtres par empoisonnement. Ce journal ne croit pas que la fantaisie ait pu seule engendrer de si détestables pensées.

REVENUS DE L'ETAT DE OHIO. — Les droits d'import sont si disproportionnés ont donné le résultat suivant :

Mai 1859	$1,315,889 00	42
Mai 1860	1,121,513 29	36
Diminution en 1860	$193,556 71	06

Les taxes et impôts à l'intérieur ont donné un excédent.

Mai 1859	$370,057 02	
Mai 1860	615,600 25	24
Excédent en 1860	$245,543 23	24

Le revenu total en mai 1860 a donné dû de $1,736,763 [illegible] en mai 1859.

Changement de propriétaire.—On vient, nous apprend-on, de vendre à M. Louis Lagoy le [illegible]

A nos nombreux lecteurs. — Nous avons reçu hier matin deux journaux de Beyrouth d'ex-citer les Marseillais les Druses les uns contre les autres. Aux encouragements, dit-on, il donne des encouragements. Aux armes, il donne de la poudre. Dans les deux cas, il ne sont des Grecs qui paient. Le gouvernement grec a envoyé en Syrie un convoi de 24 et deux petits vapeurs. On a découvert beaucoup des rebelles pour lesquelles le gouvernement hellénique avait donné les fonds de l'organisation de la garde nationale en Grèce.

Fuad-Pacha a convoqué chez lui dimanche, quatre ambassadeurs et un ministre turc pour l'assemblée nationale réunie au Phanar pour l'élection du patriarche grec. Jugez de ce qui résultera de l'opposition approuvée par la Sublime-Porte, par suite de la candidature mise en faite par le ministre à cette députation de désigner les cinq candidats sur lesquels la Porte fera son choix, quand on aura vu que sur les six laïques il s'en trouvait cinq employés du gouvernement. On prétend même que le prince Labanoff n'est pas étranger à l'invitation qui a été faite au député de Beaulieu, qui est en ordre, d'assister au conseil du Phanar dont il avait jadis été exclu. Du reste, les députés bulgares n'ont pas été admis à l'élection. Le Phanar est actuellement le centre d'un mouvement hellénique. Le candidature du patriarche de Jérusalem a été repoussée par le conseil œcuménique de Constantinople [illegible]

Le marquis de Lavalette a annulé à Alexandrie la faculté de donner l'ordre à un grand-visir d'Egypte de se rendre à Constantinople. Cette nouvelle a produit une grande sensation dans les provinces d'Europe. Omer-Pacha, gouverneur d'Andrinople, est parti en effet pour aller remettre à Kiamil-Pacha, son lieutenant, le sceau de l'Etat. Le sultan qui l'avait donné à ce rendre en Bosnie et en Albanie. Le grand vizir a quitté Constantinople et s'y est rendu. Il a mis à exécution le programme de son itinéraire. Une députation des habitants de Mostar a été le trouver à Konakbunari et a présenté à sa requête très forte. Elle insistait pour que la Porte formulât auprès du Saint-Siège une énergique protestation contre les menées ecclésiastiques napolitaines, qui, à la faveur de la guerre civile, des autorités, de l'ignorance des populations et quelquefois même de leur fanatisme, cherchent à faire des prosélytes parmi les Bosniaques. Ils n'y réussissent que trop souvent, et ces conversions, qui ne sont accompagnées d'aucune instruction religieuse, ne font que jeter le trouble dans les consciences et préparer des révoltes. Le grand-vizir a promis de faire droit à cette requête. Il a même ajouté qu'il ne tarderait pas à se rendre en Albanie, et qu'il ferait tout son possible pour que les choses fussent remises sur le pied où elles étaient avant les troubles. Il a aussi déclaré